

ENTREPRISES

Comment gagner en Malaisie et en Asie

Trente millions d'habitants, c'est relativement peu, et rares sont les PME qui, à l'instar d'Utilis (défense), visent uniquement le marché national. En créant une plateforme en Malaisie, la plupart ciblent, en effet, l'Asie, au minimum l'Asean.

Zainal Amanshah,
directeur exécutif
d'Invest KL
Malaysia.

Hervé de Soultrait en est convaincu. « Petite ou grande entreprise, il faut créer son bureau régional en Malaisie », martèle le directeur général d'EdapTechnomed SDN, un fabricant français de lithotriteurs (appareils de traitement des calculs rénaux par ultrasons), établi à Kuala Lumpur. Les raisons sont multiples, renchérit François Matraire, directeur jusqu'en septembre du bureau d'Ubifrance, rencontré à Kuala Lumpur : « une situation géographique centrale en Asie, une stabilité politique et économique, des coûts de main-d'œuvre intéressants et toute une politique d'incitations avec un organisme très ouvert, Mida (Malaysian Investment and Development Authority) ». Rattachée au ministère du Commerce international et de l'Industrie (Miti), cette agence gouvernementale peut offrir de grosses exemptions d'impôts pendant plusieurs années. Fabrice Godeau est le directeur général d'Altran Malaysia. Après 19 ans à tourner en Asie, il connaît bien la région : il y a travaillé notamment pour Safran et General Electric et a résidé à Hong Kong, Singapour, au Japon et en Malaisie. « Quand j'ai démarché Altran, fort de mon expérience, j'ai pu convaincre le groupe français de conseil en innovation et ingénierie avancée que le meilleur hub régional n'était pas Singapour mais la Malaisie », relate Fabrice Godeau. Selon lui, « le transport aérien y est facile, grâce aux nombreuses liaisons dans la région de la compagnie



F. Pargny

aérienne Air Asia, et la Malaisie compte de nombreux talents ». Quand il s'agit de rayonner en Asie, les entreprises pensent d'emblée à l'Asean (Association des nations du sud-est asiatique). Mais, dans la pratique, les exemples ci-dessous de Monin (boissons pour les professionnels), Precia Molen (pesage industriel) et Serac (machines de remplissage, bouchage et de fabrication d'emballages) le démontrent, les bureaux basés à Kuala Lumpur opèrent plus au large : jusqu'en Australie, en Inde ou encore en Chine.

La Malaisie n'est donc pas choisie pour son marché domestique, qui est relativement limité (30 millions d'habitants ; les Indonésiens sont plus de 250 millions !). Sauf dans certains cas, comme celui d'Utilis (tentes militaires et équipement NBC), dont les commandes sont principalement liées aux appels d'offres nationaux. En Malaisie, pour décrocher des contrats publics, il

est indispensable d'avoir dans son tour de table (comme associé, membre du Conseil d'Administration, dans son personnel) un ou des Bumiputra, c'est-à-dire les « Fils du sol » : Malais ou indigènes de Borneo (Ibaw...).

À son indépendance en 1957, la fédération malaisienne, pour maintenir un équilibre entre les Malais et les communautés les plus industrielles (communautés chinoise et indienne), avait décidé de développer une politique de discrimination positive au bénéfice des premiers. « À l'époque, les Malais étaient des pêcheurs et des agriculteurs », rappelle Michel Lozac'h, le directeur général de la Chambre franco-malaisienne de Commerce et d'Industrie (MFCCI). Une politique qui touche notamment les marchés publics, mais que commencent à contester aujourd'hui les jeunes générations d'origine chinoise et indienne.

C'est un souci pour la fédération malaisienne multireligieuse et multiethnique, au moment où elle a également entamé des discussions avec l'Union européenne (UE) pour la rédaction d'un accord de libre-échange (ALE). À Kuala Lumpur, on se veut pragmatique, prêt à un compromis. Des assouplissements ont déjà été apportés pour des entreprises actives dans certains services ou bénéficiant de statuts particuliers (statut pionnier, zone franche, corridor de développement...). Mais il n'est pas certain que l'UE fasse preuve de la même

souplesse au sujet d'une contrainte relative aux marchés publics. Les négociations pourraient alors piétiner pendant un moment.

En dehors de cet écueil, les sociétés françaises, qu'elles exportent ou investissent sur place, ont peu de souci à se faire. Certes, une main-d'œuvre bien formée à des technologies modernes n'est pas toujours disponible – et, « en période de plein-emploi (taux de chômage 3,1 %), il faut savoir se l'attacher », explique-t-on pudiquement sur place. Il convient donc de former ses employés aux méthodes les plus modernes.

Parmi les autres obstacles, trouver un entrepreneur de BTP performant peut, dans certains cas, se révéler « un parcours du combattant », confie un dirigeant français qui a investi dans la construction d'un bâtiment. Par ailleurs, la Malaisie prend toujours comme modèle Singapour, la cité État qui est indé-

La Malaisie prend toujours comme modèle Singapour, la cité État qui est indépendante d'elle depuis 1965.

pendante d'elle depuis 1965. Du coup, « elle se soucie de criminalité, non pas parce que c'est une préoccupation ici, mais parce que Singapour l'a pratiquement éradiquée », explique Michel Lozac'h.

Il suffit de se reporter au classement Doing Business de la Banque mondiale pour être totalement rassuré sur l'environnement des affaires en Malaisie. « Certes, Singapour est numéro un depuis plusieurs années, mais la Malaisie a, de son côté, progressé de façon sensible, puisque « la Banque mondiale l'a classée au sixième rang pour la facilité à faire des affaires dans son classement 2014, soit

deux places de mieux qu'en 2013, douze par rapport à 2012 et 17 par rapport à 2011 », égrène Zainal Amanshah, directeur exécutif d'Invest KL, l'agence publique chargée d'attirer les 500 plus grandes multinationales à Kuala Lumpur.

Fait notable, en 2014 comme en 2013, la Malaisie arrive en tête sur un total de 189 pays classés pour l'obtention des prêts, numéro quatre et cinq pour la protection des investisseurs et le commerce transfrontalier. Quant à l'octroi de permis de construire, elle a clairement amélioré sa position, passant ainsi de la 99^e dans le rapport 2013 à la 43^e cette année.